

L'ACHAT DU BRISE-GLACE "MINTO".

M. SINCLAIR (Queens, I.P.-E.) demande: Combien a-t-on reçu du gouvernement russe en paiement du brise-glace "Minto"?

L'hon. M. BALLANTYNE (ministre de la Marine et des Pêcheries): \$150,000.

LE MAITRE DU PORT DE BEAR RIVER (N.-E.).

M. SINCLAIR (Guysborough) demande:

1. L'emploi de maître du port à Bear River (N.-E.), est-il vacant Dans l'affirmative, depuis quand l'est-il?

2. Qui est-ce qui remplit cet emploi, et quels appointements reçoit-il?

3. Quand le Gouvernement se propose-t-il de remplir cette vacance?

L'hon. M. BALLANTYNE (ministre de la Marine et des Pêcheries):

1. Oui; depuis le 17 septembre 1917.

2. B. L. Warren, sous-percepteur de la douane.

3. Les aspirants à cet emploi seront invités sans délai à faire valoir leurs titres.

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE DU BUDGET.

La Chambre passe à la suite de la discussion, suspendue depuis le jeudi 5 juin, sur la motion de l'honorable sir Thomas White, l'invitant à se former en comité des voies et moyens.

M. McMASTER: Monsieur l'Orateur, je dois tout d'abord remercier le ministre des Finances d'avoir eu l'extrême bonté de permettre que la discussion restât suspendue depuis jeudi dernier afin de donner aux membres de la Chambre, à moi-même tout particulièrement, l'occasion d'examiner par le menu les divers sujets qu'embrassent ses propositions budgétaires. Si je ne puis le féliciter d'avoir renseigné la Chambre de la façon la plus complète, force m'est néanmoins, sauf en ce qui regarde certaines des résolutions, de le complimenter sur la clarté de son exposé.

J'ai un mot à dire à sa louange avant d'accomplir ma tâche plutôt ingrate de critique: c'est qu'il a eu le courage d'annoncer au peuple canadien qu'il ne faut pas trop compter sur les indemnités de guerre que nous pourrions obtenir de nos ennemis.

M. LAPOINTE (Kamouraska): Bravo, bravo!

M. McMASTER: Les réclamations d'indemnité contre les empires centraux sont de deux sortes: il y a d'abord celles des malheureux qui ont vu leurs foyers détruits et leurs champs ravagés; ce sont les récla-

mations privilégiées. Viennent ensuite celles que les différents gouvernements présentent dans le but de se faire rembourser leurs frais de guerre, et que j'appellerai les réclamations ordinaires. Il coulera sans doute beaucoup d'eau sous les ponts avant que ces réclamations rapportent le moindre dividende, et je me soucierais même assez peu de faire miroiter aux yeux du pays l'espoir que pareil dividende représente jamais un gros pour-cent.

Au cours des observations que je ferai cet après-midi, je suivrai pour ainsi dire pas à pas le discours que le ministre des Finances a prononcé en cette Chambre jeudi dernier. Me proposant de critiquer tout ce qui prête à la critique, je commencerai par faire reproche à mon honorable ami de sa lenteur et de sa négligence à déposer son budget. En Angleterre, le chancelier de l'Echiquier, qui dirige les opérations financières, est chargé d'une tâche autrement lourde que celle de notre ministre des Finances, et cependant il a pu présenter son budget dès le 30 avril; mais ce n'est qu'aux premiers jours de juin que notre ministre des Finances a trouvé moyen de soumettre le sien à la Chambre. Il ne peut s'en prendre à nous de ce retard, puisqu'à diverses reprises nous l'avons prié, mêlant les plus grands égards à nos instances, de nous faire connaître le moment où il déposerait son budget. S'il ne s'agissait en ceci que de la commodité des mesures de la Chambre, on pourrait passer le fait sous silence; mais je dis que ce retard a provoqué la stagnation dans les opérations financières au Canada, puisque industriels et négociants ne savaient pas à quoi s'en tenir.

Les commerçants et les manufacturiers étaient obligés de faire leurs affaires de main à bouche, si je puis dire, et le Gouvernement est responsable de cet état de choses.

Le ministre des Finances a donné d'abord un aperçu de la situation financière du 1er avril 1914 au 31 mars 1919. Il nous a dit que le compte de guerre se montait en chiffres ronds durant cinq ans à \$1,327,000,000, les dépenses courantes à \$832,750,000 et que le compte capital durant ces cinq ans de guerre se chiffrait à \$180,250,000. En tout nous avons dépensé en cinq ans \$2,340,333,000. Les recettes de toutes sortes ont été de \$1,229,500,000.

Le ministre des Finances a dit avec raison que les contribuables ne reprochaient pas les dépenses de guerre. Ils n'ont pas critiqué une seule piastre dépensée avec intelligence et sans extravagance. Mais le peuple, surtout après qu'il aura commencé à payer l'impôt sur le revenu, se demandera